Crise des migrants : Anne Hidalgo et douze autres maires en appellent à l'État

25/04/2019 à 11h39

« La situation n'est plus acceptable et n'est plus vivable. On ne peut pas faire comme si la situation n'existait pas. […] On est au bout du rouleau de ce qu'on pouvait supporter », s'exclame ce mercredi, la mairie de Paris, Anne Hidalgo, au centre culturel et social Rosa-Parks (19e arrondissement). Après de nouvelles évacuations de campements dans le nord-est de la capitale, l'élue et douze autres maires ont lancé ce mercredi un appel à l'Etat pour dénoncer la « situation indigne » des migrants à Paris et en France.

« Des places d'hébergement et des lieux ont été créés, sauf que le dispositif mis en place après la fermeture du centre humanitaire n'est pas efficace et ne fonctionne pas », explique-t-elle. « Flux constant de réfugiés », « manque des places », « engorgement des centres d'hébergement »… Face à cette situation, les maires de Paris, Metz, Rennes, Lille ou encore Grenoble ont adressé une lettre au ministre de l'Intérieur et au ministre du Logement pour que des mesures soient prises. « Nous voulons accompagner les efforts que l'Etat doit faire dans la compétence qui est la sienne », insiste la maire de Paris.

« Nous devons construire collectivement une réponse »

Il y a deux semaines, près de 300 migrants avaient été évacués de deux campements dans le nord de Paris, portant à près de 800 le nombre de personnes prises en charge en l'espace de deux jours, indiquait la préfecture de région. Chacun s'est vu proposer « une solution d'hébergement temporaire en Ile-de-

France dans l’un des cinq centres d’accueil et d’examen de situation [CAES] » ou dans des structures provisoires, a rappelé la préfecture. Pourtant des camps se sont reformés et la situation dans la rue reste préoccupante.

« Il y a 5.000 places hébergements pour un potentiel réel de 40.000 personnes », assure Anne Hidalgo. « Malgré les dispositifs mis en place par l’Etat et les efforts réalisés en matière de création de places d’hébergement, les besoins restent largement supérieurs à l’offre », notent les maires dans leur appel. « Le dispositif mis en place ne permet pas d’accueillir des personnes dans des conditions de dignité », ajoute Anne Hidalgo. « Nous devons construire collectivement une réponse au défi que pose l’accueil des réfugiés en France. C’est pourquoi nous vous demandons de nous recevoir afin d’échanger sur le dispositif d’accueil et d’orientation des migrants », demandent les élus.

Plusieurs associations venant en aide aux migrants, comme France Terre d’Asile, Emmaüs France ou l’Armée du Salut, ainsi qu’une association de riverains Vivre au 93 Chapelle étaient également présentes pour soutenir cet appel.

Source : 20 Minutes

Merci à : *Portes de la Chapelle*